

❖
Arrondissement
de VALENCIENNES

❖
Commune de
QUAROUBLE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU MAIRE N°2023-38

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

Vu la délibération 2021/54 du 17 septembre 2021 portant délégation du conseil municipal au Maire et notamment le 4° qui permet de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Considérant la Consultation « Création d'un accueil périscolaire dans le logement de fonction de l'école primaire » et son Lot 1 Gros œuvre étendu ;

Considérant l'attribution du Lot 1 Gros œuvre étendu à la société BURETTE de père en fils.

Considérant la nécessité de passer un avenant pour le Lot 1 Gros œuvre étendu ;

Objet :

Avenant n°1 du marché Création d'un accueil périscolaire dans le logement de fonction de l'école primaire » - Lot 1 Gros œuvre étendu.

DECIDE

- Article 1 : De signer un avenant pour le Lot 1 Gros œuvre étendu du marché « Création d'un accueil périscolaire dans le logement de fonction de l'école primaire », avec la société BURETTE de père en fils – domiciliée au 36 rue Valmy Coquelet – 59 243 QUAROUBLE, pour un montant de 2 140, 53 € HT soit 2 568,64 € TTC.
- Article 2 : Les crédits sont inscrits au budget.
- Article 3 : Le maire et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- Article 4 : Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

Quarouble, le 14 novembre 2023

Le Maire,

Jean-Luc DELANNOY



(Handwritten signature)

La présente décision, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lille ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.